



CANADA

CONSOLIDATION

CODIFICATION

Order Transferring to the
Canada Employment and
Immigration Commission from
the Department of External
Affairs the Control and
Supervision of the Consular,
Immigration and Passport
Affairs Branch and the
Immigration Sections of the
Programs Division

Décret transférant à la
Commission de l'emploi et de
l'immigration du Canada la
responsabilité du Secteur des
affaires consulaires,
immigration et des passeports
et les sections d'immigration
des Directions des programmes
du ministère des affaires
extérieures

SI/92-168

TR/92-168

Current to April 18, 2022

À jour au 18 avril 2022

OFFICIAL STATUS OF CONSOLIDATIONS

Subsections 31(1) and (3) of the *Legislation Revision and Consolidation Act*, in force on June 1, 2009, provide as follows:

Published consolidation is evidence

31 (1) Every copy of a consolidated statute or consolidated regulation published by the Minister under this Act in either print or electronic form is evidence of that statute or regulation and of its contents and every copy purporting to be published by the Minister is deemed to be so published, unless the contrary is shown.

...

Inconsistencies in regulations

(3) In the event of an inconsistency between a consolidated regulation published by the Minister under this Act and the original regulation or a subsequent amendment as registered by the Clerk of the Privy Council under the *Statutory Instruments Act*, the original regulation or amendment prevails to the extent of the inconsistency.

LAYOUT

The notes that appeared in the left or right margins are now in boldface text directly above the provisions to which they relate. They form no part of the enactment, but are inserted for convenience of reference only.

NOTE

This consolidation is current to April 18, 2022. Any amendments that were not in force as of April 18, 2022 are set out at the end of this document under the heading “Amendments Not in Force”.

CARACTÈRE OFFICIEL DES CODIFICATIONS

Les paragraphes 31(1) et (3) de la *Loi sur la révision et la codification des textes législatifs*, en vigueur le 1^{er} juin 2009, prévoient ce qui suit :

Codifications comme élément de preuve

31 (1) Tout exemplaire d'une loi codifiée ou d'un règlement codifié, publié par le ministre en vertu de la présente loi sur support papier ou sur support électronique, fait foi de cette loi ou de ce règlement et de son contenu. Tout exemplaire donné comme publié par le ministre est réputé avoir été ainsi publié, sauf preuve contraire.

[...]

Incompatibilité — règlements

(3) Les dispositions du règlement d'origine avec ses modifications subséquentes enregistrées par le greffier du Conseil privé en vertu de la *Loi sur les textes réglementaires* l'emportent sur les dispositions incompatibles du règlement codifié publié par le ministre en vertu de la présente loi.

MISE EN PAGE

Les notes apparaissant auparavant dans les marges de droite ou de gauche se retrouvent maintenant en caractères gras juste au-dessus de la disposition à laquelle elles se rattachent. Elles ne font pas partie du texte, n'y figurant qu'à titre de repère ou d'information.

NOTE

Cette codification est à jour au 18 avril 2022. Toutes modifications qui n'étaient pas en vigueur au 18 avril 2022 sont énoncées à la fin de ce document sous le titre « Modifications non en vigueur ».

TABLE OF PROVISIONS

Order Transferring to the Canada Employment and Immigration Commission from the Department of External Affairs the Control and Supervision of the Consular, Immigration and Passport Affairs Branch and the Immigration Sections of the Programs Division

TABLE ANALYTIQUE

Décret transférant à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada la responsabilité du Secteur des affaires consulaires, immigration et des passeports et les sections d'immigration des Directions des programmes du ministère des affaires extérieures

Registration

SI/92-168 September 23, 1992

**PUBLIC SERVICE REARRANGEMENT AND
TRANSFER OF DUTIES ACT**

Order Transferring to the Canada Employment and Immigration Commission from the Department of External Affairs the Control and Supervision of the Consular, Immigration and Passport Affairs Branch and the Immigration Sections of the Programs Division

P.C. 1992-1992 September 3, 1992

His Excellency the Governor General in Council, on the recommendation of the Prime Minister, pursuant to section 2 of the *Public Service Rearrangement and Transfer of Duties Act*, is pleased hereby to transfer to the Canada Employment and Immigration Commission, effective August 31, 1992, the control and supervision of the following portions of the public service of Canada in the Department of External Affairs, namely

(a) the Consular, Immigration and Passport Affairs Branch, except the Passport Office and those portions of the Consular and Immigration Affairs Bureau and the Consular, Immigration and Refugee Policy Bureau related to the provision of consular services; and

(b) the immigration sections of the Programs Divisions, and their related units at missions abroad, of the Africa and Middle East Branch, the Asia and Pacific Branch, the Europe Branch, the Latin America and Caribbean Branch, and the United States Branch.

Enregistrement

TR/92-168 Le 23 septembre 1992

**LOI SUR LES RESTRUCTURATIONS ET LES
TRANSFERTS D'ATTRIBUTIONS DANS
L'ADMINISTRATION PUBLIQUE**

Décret transférant à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada la responsabilité du Secteur des affaires consulaires, immigration et des passeports et les sections d'immigration des Directions des programmes du ministère des affaires extérieures

C.P. 1992-1992 Le 3 septembre 1992

Sur recommandation du Premier ministre et en vertu de l'article 2 de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, il plaît à Son Excellence le Gouverneur général en conseil de transférer, à compter du 31 août 1992, à la Commission de l'emploi et de l'immigration du Canada la responsabilité des secteurs suivants de l'administration publique fédérale qui font partie du ministère des Affaires extérieures :

a) le Secteur des affaires consulaires, immigration et des passeports, sauf le Bureau des passeports et les parties de la Direction générale des affaires consulaires et de l'immigration et de la Direction générale des politiques concernant les affaires consulaires, l'immigration et les réfugiés reliées à la prestation de services consulaires;

b) les sections d'immigration des Directions des programmes, et leurs unités afférentes dans les missions à l'étranger du Secteur de l'Afrique et du Moyen Orient, du Secteur de l'Asie et du Pacifique, du Secteur de l'Europe, du Secteur de l'Amérique Latine et des Antilles, et du Secteur des États-Unis.